

Cela craque de partout, même chez Macron



Policier contre pompiers, Gilets jaunes toujours debout, guets-apens musulmans contre les brigades d'intervention, députés et leurs permanences agressés, médias officiels en perte de vitesse, quartiers toujours plus violents, augmentation drastique des égorgements et des viols, impôts grandissant en même temps que le chômage, grogne généralisée, haine envers un pouvoir politico-financo-policier qui continue à prendre le peuple pour des imbéciles... ça craque de partout. Les procès politiques en vue d'éliminer les concurrents avant les municipales, les demi-mesures d'Édouard Philippe, les double-discours de l'équipe gouvernementale, le mépris affiché envers le peuple, la poursuite d'une politique intérieure et internationale dont personne ne veut, les violences policières

dénoncées par l'Onu et les médias étrangers, tout cela finit par agacer jusque dans les rangs des premiers soutiens du Président-gamin-capricieux.

Et maintenant ça craque au sein même du parti macronien.

En fait cela n'est pas entièrement nouveau : en novembre 2017 une centaine d'adhérents de LREM avaient annoncé leur intention de quitter le mouvement, dénonçant des méthodes dépassées. En septembre 2018 la députée Frédérique Dumas avait quitté le mouvement qu'elle comparait au Titanic. En décembre 2018 c'était au tour de Joachim Son-Forget de tirer sa révérence. En février 19, 5 autres élus démissionnaires se confiaient à Mediapart pour expliquer leur démission, allant jusqu'à accuser Macron de marabouter ses députés. En aout 2019, 72 députés refusaient de suivre leur ministre Agnès Buzyn au sujet de la loi Évin.

Cependant le problème principal n'était pas encore abordé. Or maintenant c'est ce sacro-saint problème de l'immigration, celui auquel personne dans l'Assemblée nationale n'avait le droit de toucher dans le parti du Président, qui est mis en cause. C'est nouveau. 11 députés LREM viennent de signer une tribune pour critiquer les annonces d'Édouard Philippe sur l'immigration, en particulier concernant l'Aide médicale d'État (AME). Le texte émanant de la députée Martine Wonner, suivie entre autres par Jean-François Cesarini et Sonia Krimi, de l'aile gauche du parti, enjoint au gouvernement de ne pas céder « à l'urgence et à la facilité ». C'est un bon début. Ils osent maintenant. Dans cet État qui s'effondre, tout fout le camp. Et ceux qui prétendent le contraire sont ceux qui veulent garder leurs yeux fermés. Le bruit des craquements ne tardera pas à les réveiller.

Louise Guersan